

Au fait...?

Plus de 50% des actifs payés par de l'argent public : le vrai poids de l'Etat français



Combien pèsent les dépenses de l'Etat français ?

La polémique soulevée par "Le Figaro" à la suite de la publication d'un sondage Ifop sur les volontés des Français quant aux dépenses de fonction publique a de nouveau mis les fonctionnaires sur le devant de la scène. Ils ne sont cependant pas les seuls "salariés d'État" en France.



Avec [Jean-Philippe Delsol](#)

Jean-Philippe Delsol est avocat fiscaliste et administrateur de l'IREF (Institut de recherches économiques et sociales). Il a écrit l'ouvrage "[A quoi servent les riches](#)" avec la participation de Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'IREF.

[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Les dépenses publiques allouées aux employés de la fonction publique resurgissent dans le débat politique alors qu'un sondage du Figaro annonce que 61 % des Français préfèrent les économies budgétaires au maintien des services publics en l'état. Si la question des fonctionnaire est un véritable serpent de mer médiatique, ne peut-on pas dire que le problème s'étend en réalité à une part bien plus large de la population

française ? Qui est concerné ?

Jean Philippe Delsol : Le secteur public au sens strict (État, collectivités locales, fonction hospitalière...) compte environ 5,2 millions de salariés. **Au cours des 30 dernières années ses effectifs ont augmenté de plus de 36 % quand ceux du secteur privé croissaient de 16,4%** (rapport de la Cour des comptes du 16 décembre 2009). Ces 5,2 millions de fonctionnaires représentent environ 22 % de l'emploi total alors que dans les pays de l'OCDE, ce chiffre tourne autour de 15 %, soit 7 % de moins. Autrement dit, nous aurions un bon million de fonctionnaires en trop par rapport aux autres pays...

Il faut y ajouter l'ensemble des salariés du secteur parapublic. C'est environ 2 millions de salariés de plus. De la sorte, cela représente au total 30 % des salariés français (24 millions de personnes).

Mais il faut aussi prendre en considération le fait que **l'argent public paye indirectement, au travers de subventions ou de prix de journée, une grande partie des 1,6 millions d'emplois dans le secteur associatif**. Ce secteur est d'ailleurs le grand bénéficiaire des emplois aidés que tous les gouvernements ont créé depuis 35 ans sans que leur effet sur l'emploi n'ait jamais été démontré. En 2012, pas moins de 490 000 contrats aidés ont été conclus, dont 430 000 dans le secteur non marchand, celui des associations et des collectivités locales. Le cru 2013 est du même ordre en y incluant 100 000 emplois dits "d'avenir" et qui de mon point de vue sont surtout des moyens à peu près certains de désapprendre le travail aux rares de leurs bénéficiaires qui l'ont déjà appris et de déformer les autres pour la vie en les mettant dans des situations d'exigence et de rigueur qui sont loin d'être celles du marché, loin de la discipline et de la réactivité que les entreprises attendent de leurs employés.

Au total plus de de 50% des actifs sont payés par de l'argent public.

Et il faudrait y ajouter les dépenses de personnel d'entreprises privées concessionnaires de services publics, en particulier dans le domaine du transport, où les mêmes budgets publics financent la plus grande part du prix des services concernés que l'usager ne supporte que pour une faible part (20 à 30 % généralement dans les transports publics urbains). **L'argent public paye encore des médecins qui n'ont plus guère de libéraux que le nom, il finance les pharmaciens qui sont devenus des bureaucrates de la Sécurité sociale, il rémunère les professeurs d'école dites encore libres** alors qu'elles ne peuvent plus licencier librement leurs enseignants en cas de désaccord avec eux...

Et ne faut-il pas également prendre en compte ceux que l'État soutient occasionnellement, mais pour des périodes parfois très longues ? Il y a plus de 3 millions de chômeurs recensés en mars 2013, et trop d'entre eux ne font que profiter d'un système laxiste à l'envie.

Quel est le coût global de cette dépense publique en direction du monde professionnel ? A-t-elle nettement augmenté sur les dernières années ?

Cette dépense pèse sur tous les contribuables. Le niveau des dépenses publiques, soit 57 % du PIB en est le reflet et la mesure. Mais c'est vrai que le monde de l'entreprise est singulièrement frappé par les charges qui asphyxient l'emploi. En France les charges sociales représentent, sur un salaire moyen, souvent près de 100 % du salaire net alors qu'elles ne sont que de 20 à 25 % dans beaucoup d'autres pays tels que le Royaume Uni, la Suisse, le Luxembourg...

Peut-on parler sans exagérations d'une "fonctionnarisation" de l'économie hexagonale ?

Oui, le nombre d'actifs pris en charge par l'argent public modifie le rapport à la collectivité. D'abord, parce que ces salariés dépendent de l'argent public et donc entretiennent avec lui un rapport qui n'est pas le même que celui des salariés du privé. Avec l'argent se répand aussi l'esprit : le statut de la fonction publique, qui rend les emplois inamovibles à vie, et les innombrables privilèges tirés de l'aide publique, fixent désormais la ligne d'une société où se perdent la volonté de travailler et l'esprit d'initiative. **Détail révélateur : même ceux qui envisagent de créer ou reprendre une entreprise ne veulent plus le faire sans être d'abord au chômage pour bénéficier des avantages qu'ils peuvent en retirer** ; plutôt que d'entreprendre en toute liberté et responsabilité,

ils se font chasseurs de primes et vivent en subordonnés de cette grande machine à produire de la pauvreté qu'est devenu l'Etat.

Lorsque 57 % du PIB sont absorbés par les dépenses publiques, le privé se dissout lentement mais sûrement. Plus que jamais, comme le disait Bastiat, "l'État c'est la grande fiction sociale à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde". Bientôt la société tout entière prendra l'habitude de vivre au crochet des autres, **jusqu'au jour où le système ne pourra plus fonctionner, parce qu'il y aura de moins en moins de gens qui travaillent plus pour supporter de plus en plus de gens qui travaillent moins**. Le système s'enrayera définitivement lorsque les derniers qui entreprennent et gagnent par eux-mêmes ne supporteront plus d'être surimposés et honnis à la fois. Et il sera sans doute trop tard !

Quelles en sont les conséquences en termes de productivité ?

La productivité du secteur public, dont chacun connaît le niveau, tend à déteindre progressivement sur celle du secteur privé. Si eux travaillent moins, pourquoi devrions nous faire plus, s'interrogent vite les salariés courageux qui comprennent qu'en France il y a deux poids et deux mesures. Ils savent que les conducteurs de TGV bénéficient d'une retraite à 50 ans et ont autant de peine à faire leurs 35 heures que les contrôleurs aériens (pour ces derniers : un temps de travail réglementaire de trente-deux heures par semaine, dont huit heures de pause et cinquante-six jours de congés par an, sans compter une retraite avant 60 ans et majorée d'une prime de 1200€). Alors pourquoi se donner tant de peine tandis que d'autres en profitent ?

Les initiatives de réformes sur la question des emplois d'Etat est toujours très sensible, comme l'a montré le débat sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Quelles mesures envisageables politiquement vous semblent souhaitables aujourd'hui ?

Il faut mettre fin aux privilèges infondés. **Il peut être admis que certains fonctionnaires aient un statut particulier assurant leur indépendance et tenant compte de leurs obligations comme dans l'armée, la police, la justice. Mais hors ces domaines régaliens, le statut de la fonction publique n'est pas justifié**. Il conduit à la médiocrité ceux qui en bénéficient indument et bientôt tout un peuple contaminé par lui. D'autres pays ont fait cette réforme, comme la Suède ou la Suisse de limiter le statut de la fonction publique à quelques catégories particulières d'employés. La solution, c'est de demander au peuple français, par référendum, de se prononcer.

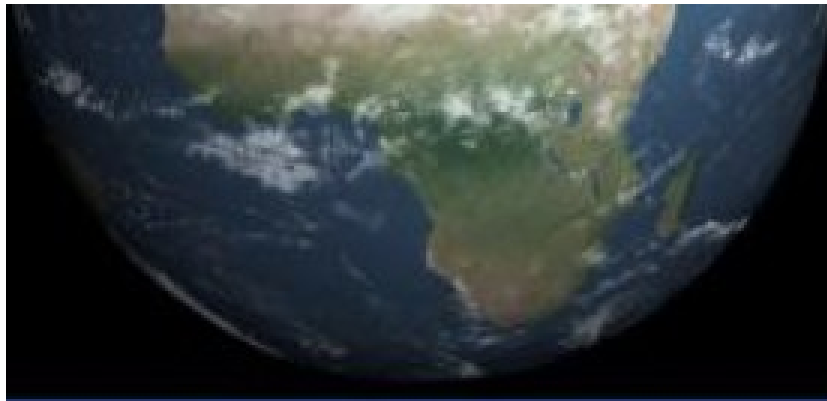
A lire également : "[L'étrange défaite de la France dans la mondialisation](#)", Olivier Marteau, ([Atlantico Editions](#)). Pour acheter ce livre en quatre parties, cliquez sur les liens ci-dessous :

Partie 1 : [Nos faux champions du CAC 40](#)

Partie 2 : [Une élite incapable de relever le défi](#)

Partie 3 : [Un échec singulier parmi les pays développés](#)

Partie 4 : [La société civile minée par la bulle étatique](#)



**L'ÉTRANGE DÉFAITE
DE LA FRANCE
DANS LA MONDIALISATION**

**PARTIE I
NOS FAUX CHAMPIONS DU CAC40**

Olivier Marteau

